



Commune de BALAGNY SUR THERAIN

Département de l'Oise
Arrondissement de Senlis
Canton de Montataire

PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 20 FEVRIER 2025

Appel nominal des membres :

Présents : M. MARECHAL Philippe, Mme LUGEZ Carine, M. MARMIN Philippe, Mme ARHUR Sylviane, Mme MORELLE Isabelle, M. MONVOISIN Patrice, M. ANDRIES Christophe, Mme STIZ Catherine, M. BAPTISTE Christophe

Pouvoirs : M. DUPAS Fabien à M. MARECHAL Philippe, Mme GERARD Elodie à Mme ARHUR Sylviane

Absents excusés : M. ETHEVE Jean-Victor, Mme GUILLOU Marie-Odile, M. VERHOESTRAETE Jean-Pierre, M. HERGLE Gilles

Membres en place : 15

Membres présents : 9

Nombre de votants : 11

Le quorum étant de 8, il est atteint avec 9 présents.
Il est 19h00 la séance est ouverte.

Secrétaire de séance : Mme ARHUR Sylviane

L'ordre du jour est le suivant :

1. Approbation du Procès-verbal du 14 novembre 2024
2. Approbation du Procès-verbal du 19 décembre 2024
3. Instauration de la participation de la collectivité à la protection sociale complémentaire de ses agents dans le cadre d'une procédure de labellisation
4. Tarifs des sorties ALSH Printemps 2025
5. Nouveaux tarifs des repas de cantine SAGERE
6. Tarif séjour mini-camp ferme de Richemont 2025
7. Délibération établissant une déclaration préalable pour les divisions de propriétés, non soumises à permis d'aménager
8. Autorisation d'entamer le budget d'investissement 2025 à hauteur de 25% du montant global des investissements budgétés en 2024
9. Cotisation à l'Union des Maires de l'Oise
10. Demandes de subventions
11. Tarifs location salle des fêtes

Monsieur le Maire propose d'élire un ou (une) secrétaire de séance.
Madame ARHUR Sylviane se présente.

Accord à l'unanimité

1) Approbation du Procès-verbal du 14 novembre 2024

Monsieur MONVOISIN fait remarquer qu'à la fin du procès-verbal il est indiqué que les éléments comptables de l'aire de jeux seraient envoyés aux élus.
Sauf erreur de sa part, il semble que cela n'ait pas été fait.
Monsieur le Maire répond que le nécessaire sera fait dès le vendredi 21 février.

Accord à l'unanimité

2) Approbation du Procès-verbal du 19 décembre 2024

Accord à l'unanimité

Madame MORELLE indique que pour le conseil du 11 décembre 2024 pour lequel il y a eu convocation et qui ne s'est pas tenu faute de quorum, il faut faire un procès-verbal.

3) Instauration de la participation de la collectivité à la protection sociale complémentaire de ses agents dans le cadre d'une procédure de labellisation

Monsieur le Maire expose que les agents bénéficiaient d'une prévoyance CNP labellisée jusqu'au 31 décembre 2024. La commune fut informée par courrier, le 10 janvier 2025 que la CNP ne remplissait plus les conditions afin d'être labellisée au 01 janvier 2025, ce qui ne permet plus aux agents de bénéficier de la participation employeur qui était de 20%.

Après avis de la CST favorable en date du 30 janvier 2025, une délibération doit être prise afin d'instaurer la nouvelle participation de la collectivité à la protection sociale complémentaire labellisée.

Monsieur le Maire propose de retenir la labellisation avec une prise en charge de 20% et de laisser libre choix aux agents de prendre une prévoyance labellisée avec participation ou de rester à la CNP. Certains agents nous ont déjà fait part de cette décision.

L'agent souhaitant quitter la CNP et reprendre une prévoyance labellisée devra effectuer les démarches lui-même.

Madame MORELLE demande si la municipalité ne souhaite pas faire un contrat collectif pour la protection sociale complémentaire car il est important d'insister auprès du personnel de l'importance d'adhérer à une complémentaire santé. En prenant un contrat collectif, la collectivité participe directement avec sa part employeur plutôt que de verser la participation au salarié qui justifie d'une adhésion à une complémentaire labellisée.

Monsieur le Maire répond que le contrat collectif n'a pas été envisagé mais l'information faite auprès des salariés qui pour la plupart souhaitent garder la CNP comme actuellement en complémentaire.

Accord à l'unanimité

4) Tarifs des sorties ALSH Printemps 2025

Monsieur le Maire indique aux membres présents que dans le cadre de l'accueil de loisirs l'équipe d'animatrices propose deux sorties :

Sortie parc Astérix : 18.50 € par enfant de 3 à 5 ans (16 enfants)
22.50 € par enfant de 6 à 11 ans (24 primaires)

Avec un coût pour la commune de 873€.

Journée découverte à la ferme de Richemont : 10 € par enfant de 3 à 12 ans. (28 enfants)
Avec un coût pour la commune de 280 €

Le tarif d'une journée d'accueil de Loisirs s'ajoute à celui de la sortie.

Accord à l'unanimité

5) Nouveaux tarifs des repas de cantine SAGERE

Monsieur le Maire expose que suite au renouvellement de contrat jusqu'en juillet avec la SAGERE, une petite augmentation des tarifs primaire et maternelle est constatée.

La société SAGERE propose les tarifs suivants :

- 3.48 € TTC par enfant pour les maternelles,
- 3.67€ TTC par enfant pour les primaires,

Monsieur le Maire indique qu'il convient d'ajouter le prix de garde soit 1.57 € qui reste inchangé.

Le prix du repas facturé aux familles serait donc de 5.05 € / enfant pour les maternelles et 5.24 € / enfant pour les primaires. Soit une augmentation de 10 centimes pour les maternelles et 14 centimes pour les primaires.

Madame MORELLE demande ce qu'il en est du contrat qui arrivait à échéance avec la SAGERE ?
Monsieur le Maire répond que le contrat a été prolongé par la SAGERE jusque fin juin 2025 à leur initiative et ainsi permettre à la municipalité de lancer un appel d'offre ou une MAPA.
Monsieur le Maire va fournir aux élus le tableau avec les différents critères demandés et les notations attribuées par critère.

Accord à l'unanimité

6) Tarif séjour mini-camp ferme de Richemont 2025

Monsieur le Maire indique aux membres présents que dans le cadre de l'accueil de loisirs l'équipe d'animatrices propose de repartir à la ferme Richemont du 21.07.2025 au 25.07.2025 avec 24 enfants soit 17 euros/enfant par jour pour un total de 2040 €.

Monsieur le Maire expose les activités proposées et possibles.

Séjour mini camp ferme de Richemont : 115 € par enfant (85€ hébergement par enfant et 30 € par enfant de repas)

Madame MORELLE demande s'il est possible d'organiser l'encadrement mieux que l'année dernière. Monsieur le Maire conçoit qu'un problème a été rencontré lors du séjour de l'année dernière mais que celui-ci a été réglé le jour même et ne se reproduira pas cette année.

Accord à l'unanimité

7) Délibération établissant une déclaration préalable pour les divisions de propriétés, non soumises à permis d'aménager

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur MARMIN.

Cette déclaration préalable a pour but que la commune puisse avoir le contrôle sur les divisions foncières du bâti toujours en fonction du PLU.

Ce dernier explique que la municipalité se trouve confrontée à des soucis de stationnement et de réseaux face aux divisions de propriétés dont la commune n'est pas informée.

Chaque division se doit d'avoir son propre compteur d'eau mais aussi un assainissement ce qui n'est pas toujours le cas et ce qui n'a pas été stipulé lors de la délibération de 2015.

La municipalité souhaite prendre cette délibération afin de compléter celle existante de 2015.

Madame MORELLE demande s'il y a des division « sauvage »

Monsieur MARMIN répond que sans cette délibération, la commune n'a pas le contrôle.

Madame MORELLE précise que sans déclaration, les taxes ne sont pas perçues par la commune

Monsieur le Maire acquiesce et ajoute que cela permettra d'éviter l'achat de maison pour diviser en 4 ou d'éviter la construction de plusieurs maisons sur de tout petits terrains. La commune aura donc un droit d'accord ou non sur ces divisions.

Madame MORELLE demande quels seraient les raisons et les motivations pour ne pas accepter ces divisions.

Monsieur MARMIN stipule de nouveau le stationnement,

Madame MORELLE émet un doute sur le fait que cela soit réglementaire

Monsieur Le Maire et Monsieur MARMIN précisent qu'il faut deux places de stationnement par habitation et les réseaux comme prévu dans le PLU

Madame MORELLE souhaite savoir si avec cette délibération, la municipalité peut refuser une division car légalement c'est interdit. Une autorisation de division reste sous condition que le Plu soit respecté.

Comment on peut interdire les gens de vendre leur bien ?

Monsieur le Maire confirme qu'il ne souhaite pas interdire les ventes des biens mais maîtriser les divisions.

Madame MORELLE demande comment Monsieur le Maire souhaite maîtriser cela

Madame LUGEZ demande à Monsieur le Maire pourquoi il souhaite être informé pour chaque division ? afin d'éviter les « mal façons » ?

Monsieur MONVOISIN a l'impression de courir après plusieurs lièvres à la fois, vous ne dites pas les mêmes choses.

Monsieur le Maire souhaite prendre une décision sur les parcelles de terrain que les gens divisent avec un droit de regard sur un accord ou non concernant ces divisions

Monsieur MONVOISIN demande si les permis de construire existent.

Monsieur le Maire répond par l'affirmatif

Madame MORELLE ajoute que pour faire un tel refus il faut un vrai motif

Monsieur MARMIN répond qu'il ne s'agit pas d'un refus de permis de construire

Madame MORELLE a compris cela comme ça

Monsieur MARMIN répond que dans tous les dossiers vus par la municipalité, le sont également par la communauté de communes Thelloise et que c'est elle qui a le dernier mot.

Madame MORELLE est d'accord que sans raccordement aucune taxe ne rentre dans les caisses de la commune mais ne comprend pas comment il est possible d'interdire les usagés de diviser leur terrain ou de revendre leur bien

Madame LUGEZ confirme qu'une déclaration est à faire

Madame MORELLE ajoute que si la personne n'a pas fait de déclaration, la commune peut faire une injonction pour se mettre dans les normes, mais lui interdire de vendre son terrain sous prétexte d'une supposition de non mise aux normes serait un litige. De toute façon il s'agit d'une obligation réglementaire.

Monsieur le Maire mentionne que dans la délibération initiale de 2015, cette mention était absente, ce qui fait l'objet de cette question afin de pouvoir ajouter cette phrase en complément de la délibération de 2015. Il n'y était mention nullement de déclaration préalable des demandes de divisions foncières sur le territoire communal et ceux dans le respect du PLU.

Il n'est pas question d'interdire mais d'ajouter la phrase de déclaration préalable sur cette délibération afin d'assurer un encadrement des divisions en tenant compte des stationnements et réseaux.

Monsieur MONVOISIN demande si une telle demande est susceptible d'être refusée.

Monsieur le Maire assure qu'en fonction du dépôt, un avis défavorable ou favorable pourra être émis, mais le service instructeur (Thelloise) a le dernier mot sur l'intégralité des dossiers.

Madame MORELLE et Monsieur MONVOISIN se demandent si cela n'aurait pas été judicieux de revoir le PLU.

Monsieur le Maire dit que non

Monsieur MONVOISIN demande qui participe à la commission d'urbanisme

Monsieur MARMIN mentionne les membres

VOTE POUR : 9

ABSTENTION : 2 (Mme MORELLE, M. MONVOISIN)

8) Autorisation d'entamer le budget d'investissement 2025 à hauteur de 25% du montant global des investissements budgétés en 2024

Madame LUGEZ expose que chaque année une autorisation est demandée afin d'entamer le budget d'investissement en cas de besoin.

Le montant total des investissements budgétés en 2024 s'élevait à 634 553 €. Le montant des emprunts s'élevait à 131 003 €. Le budget d'investissement sera donc entamé à hauteur de 25% soit un montant de 125 887 €.

Madame LUGEZ précise que ne seront concernées par cette ouverture que les dépenses d'investissement sur les opérations suivantes :

Opération 29 « Equipements Sportifs » pour 10 000€

Opération 31 « Voiries et réseaux » pour 40 000€

Opération 32 « Ecoles » pour 10 000€

Opération 44 « services techniques » pour 10 000€

Opération 47 « Eglise » pour 5 887€

Opération 48 « Mairie » pour 10 000€

Mairie de Balagny sur Thérain

Place Gabriel Péri

60250 BALAGNY SUR THERAIN

tél: 03 44 26 48 43

e-mail: contact@balagnysurtherain.fr

Opération 49 « Salle des Fêtes » pour 20 000€
Opération 50 « Cimetière » pour 5 000€
Opération 52 « Cantine Périscolaire Centre de Loisirs » pour 10 000€
Opération 53 « Logements communaux » pour 5 000€

Monsieur MONVOISIN demande si les montants cités dans la délibération correspondent à des engagements de dépenses prévues ?

Madame LUGEZ répond que non, aucune facture d'investissement n'est prévue pour le moment et que cette délibération est prise juste au cas où des dépenses d'investissement urgentes se présenteraient avant le vote du budget 2025 qui doit avoir lieu avant le 30 avril 2025.

Monsieur MONVOISIN demande dans quelle case entre les travaux de réfection de la mairie, vu sur les réseaux sociaux

Madame LUGEZ répond qu'il s'agit de peinture donc du fonctionnement

VOTE POUR : 10

ABSTENTION : 1 (M. MONVOISIN)

9) Cotisation à l'Union des Maires de l'Oise

Monsieur le Maire rappelle que chaque année la municipalité verse une cotisation annuelle à l'Union des Maires de l'Oise qui s'élève pour l'année 2025 à 857.42€ TTC.

Madame MORELLE demande si des élus participent aux formations proposées.

Monsieur le Maire répond que oui et que la municipalité utilise aussi les conseils juridiques de l'UMO.
Monsieur le Maire demande l'autorisation de procéder au paiement de cette cotisation.

Accepte le montant de la cotisation de l'Union des Maires de l'Oise pour un montant de 857.42€.

Accord à l'unanimité

10) Demandes de subventions

Chaudière salle des fêtes

Monsieur le Maire rappelle que cela a déjà été mentionné en décembre 2024 avec le changement de la chaudière de la salle des fêtes qui est vétuste et nécessite un remplacement.

Deux devis ont été demandés :

Un devis VEPC pour une chaudière à gaz d'un montant de 13 417€ HT

Un devis Wolf Energy pour une pompe à chaleur air/air d'un montant de 12 243.92€ HT

Le département sera sollicité hauteur de 35% du montant le plus haut, soit 4 695.95€ HT, la DETR à hauteur de 45% soit 6 037.65 € HT et un reste de 20 % à la charge de la commune de 2 683.40 € HT.

Monsieur MONVOISIN précise, ne pas trouver les mêmes chiffres que Monsieur le Maire, après vérifications l'erreur viens de sa part et les chiffres donnés par Monsieur le Maire sont exacts.

Madame MORELLE demande si la commune peut se permettre tous ces projets car chaque année il est rappelé que la municipalité ne peut pas faire d'investissement car il n'y a pas d'emprunt possible.

Madame LUGEZ demande combien de temps est valable la subvention une fois accordée.

Monsieur le Maire répond que l'accord est valable 2 ans à partir de la date d'octroi avec des priorités données sur certains points avant les autres, comme les caméras et la voirie de Pérel par exemple.

Madame MORELLE précise que la DETR va demander un ordre de priorité et que même si 80% sont demandés, ce ne sera peut-être pas accordé à cette hauteur

Monsieur le Maire le sait, il y a plusieurs demandes de subventions de faites mais l'ordre de priorité reviendra à la voirie de Pérel, aux caméras, ensuite les voiries diverses dues aux intempéries puis le restant des réalisations projetées.

Monsieur MONVOISIN mentionne les taux divers de subventions possibles présents sur le premier tableau transmis

Monsieur le Maire précise que le tableau a été refait, suite à la discussion du 11 décembre 2024.

Accord à l'unanimité

Monsieur MONVOISIN demande si cet accord engage les travaux

Monsieur le Maire répond négativement et que comme précisé quelques minutes avant les demandes vont être faites assez rapidement pour Pérel

Monsieur MONVOISIN demande si cela repassera aux votes du Conseil Municipal

Madame MORELLE ajoute que si toutes les subventions tombent et qu'elles sont positives, qui prendra la décision finale, en reparleront-nous ?

Monsieur le Maire affirme que oui, une discussion pourra être possible à réception des montants de subventions afin d'échanger ensemble sur les subventions accordées ou non

Madame MORELLE s'interroge sur le terme « on pourra » et aurait préféré le terme « on se reverra »

Monsieur le Maire confirme « qu'on se reverra » pour cela

Madame LUGEZ ajoute que les montants pouvant être modifiés, une réunion de Conseil devrait être peut être nécessaire puisque les projets ne sont pas des petits travaux.

Madame MORELLE n'est pas sûre pour la chaudière et pour les caméras

Monsieur le Maire affirme que oui pour les caméras, que cela est une obligation, car le conseil municipal n'a octroyé que 25 000 € à Monsieur le Maire, ce qui l'oblige à demander un nouvel accord pour une somme supérieure

Madame LUGEZ mentionne que l'accord donné aujourd'hui ne concerne que les demandes de subventions

Madame MORELLE demande si Monsieur le Maire connaît les dates de dépôts des dossiers de demandes de subventions

Monsieur le Maire s'en occupe dès lundi

Madame LUGEZ pense alors que les projets sont réalisables sur 2 ans puisque que seul 20% sont à la charge de la commune.

Madame MORELLE demande quelle est la date butoir de dépôt de dossier pour les subventions car pour elle c'est au 31/12 mais pas pour toutes les demandes.

Monsieur le Maire répond qu'il ne sait pas mais que si c'est le 31/12 pour certaines subventions cela permet de prendre de l'avance sur les dossiers présentés ce soir.

Madame MORELLE mentionne qu'il n'y a pas de date pour le département car des commissions sont faites régulièrement.

Caméras

Deux devis ont été demandés, un en fonctionnement qui ne convenait pas à la comptabilité de la Commune et le deuxième proposé par l'entreprise BERNARD DACHÉ de vidéo-protection avec système de lecture de plaque ce qui est préconisé par la gendarmerie est estimée à 63 745.24 € H.T.

Monsieur le Maire a doré et déjà pris attache auprès du FIPD qui sont dans la capacité de prendre en charge jusqu'à 80 % soit un montant 50 996.19€ HT, ce qui laisserait à la commune les 20 % soit 12 749.05€ HT de reste à charge.

Monsieur le Maire demande confirmation à l'assemblée de la bonne réception des documents transmis en fichier lourd.

Madame MORELLE demande comment a été décidé l'emplacement des caméras ?

Monsieur le Maire explique qu'il était évident d'en prévoir à chaque entrée et sortie de la commune en portant une attention particulière au Capelotte (non surveillé par Beauvais) ainsi que sur la place et rue de la Colline, Libération avec un angle de vue sur le cimetière pour prévenir des dégradations.

Madame MORELLE demande si des dispositifs sont prévus, autres que la lecture de plaque

Monsieur le Maire avoue ne pas s'y connaître suffisamment pour apporter une réponse

Madame MORELLE pense que la lecture de plaque est bien mais pas suffisant et mentionne des dômes

Monsieur le Maire ajoute que les dômes doivent être manipulés par une personne

Madame MORELLE affirme que les dômes fonctionnent seuls

Monsieur le Maire ne connaît pas le coût des dômes

Madame MORELLE mentionne le nombre de caméras qui est de 9 mais qu'il n'y a pas de détail dans le devis car la lecture de plaque ne prend pas les personnes

Monsieur le Maire dit que ça fait les deux

Madame MORELLE mentionne qu'un lecteur de plaque ne prend que les plaques

Monsieur le Maire après avoir vérifié les documents en sa possession, mentionne qu'un dôme est prévu rue de la Colline, Place Gabriel Péri, les autres lieux en caméras multi capteur 4K.

Madame LUGEZ mentionne que les autres caméras se situent en ligne droite et qu'au stade un dôme serait peut-être à privilégier

Monsieur le Maire expose les différentes fonctions des caméras

Madame MORELLE précise que la détérioration sur les bâtiments ne pourra peut-être pas être visible avec une caméra lecteur de plaque

Monsieur le Maire mentionne que des dômes seront présents sur les axes et des caméras statiques aux entrées et sorties de la commune

Madame MORELLE demande où le serveur sera installé

Monsieur le Maire répond qu'il sera installé en mairie

Madame MORELLE signale que le serveur doit être protégé, cela est une obligation

Monsieur le Maire ajoute qu'un emplacement est déjà prévu dans la pièce où se trouve le serveur, un système d'alarme et une double porte sont déjà en place pour cela.

Accord à l'unanimité

Demande de subventions- Travaux de voiries rue de Pérel

Cette voirie a été très impactée par les inondations de mai 2024, les véhicules rencontrent de grosses difficultés ainsi que le ramassage des ordures pour emprunter cette rue.

Malgré la sollicitation de plusieurs prestataires, seule une réponse est parvenue en mairie.

Un devis FTP Poisson Terrassement d'un montant de 85 000 € HT reparti comme suit :

35 % au département soit 29 750 € HT

45 % DETR soit 38 250 € HT

20 % de restant à charge pour la commune soit 17 000€ HT

Madame LUGEZ cherche la deuxième page

Monsieur MONVOISIN se demande pourquoi le premier tableau est différent de celui présenté la première fois

Monsieur le Maire lui répond que sur le premier, un regroupement avait été fait des différentes voiries mais qu'un appel d'offres aurait été nécessaire, un scindement a donc été fait entre la voirie divers et Pérel

Madame MORELLE ne trouve pas cela très sommaire car il se peut que des problèmes d'assainissements ou autres soient rencontrés en dessous.

Monsieur le Maire dit qu'il n'y a pas d'assainissement sous les voiries, hormis l'eau prélevée par la défense incendie, pas d'assainissement, que de l'épandage.

Madame MORELLE questionne sur les réseaux passant sous les voiries (électricité)

Monsieur le Maire répond que l'électricité est aérien, un rabotage de la voirie complète est prévu avec un tapis permettant de circuler normalement.

Madame MORELLE se demande sur combien d'épaisseur, rabotage sur combien, et recoulent sur combien

Monsieur le Maire lui propose de se renseigner

Madame MORELLE ajoute qu'il n'y a aucun détail sur le devis

Monsieur le Maire ne peut apporter plus de précision, des normes sont à respecter

Madame MORELLE demande sur combien de distance et de longueur

Monsieur le Maire précise que la voirie doit faire approximativement 200m, avec la partie privée en haut

Monsieur demande si l'assemblée souhaite plus de détails techniques, celle-ci répondant positivement, Monsieur le Maire demandera au prestataire un devis plus détaillé.

Madame MORELLE mentionne qu'il faut prendre en compte le passage de gros engins.

Monsieur le Maire précise que la question est pour Pérel, cela reste du passage quotidien de véhicule léger mais il sera possible occasionnellement que la voirie soit empruntée des véhicules plus lourds.

Accord à l'unanimité

Demande de subventions- Travaux de voiries rue de la Libération, Clos des Larris, rue de la Colline

Considérant l'importante nécessité de procéder à la réfection des voiries, du Clos des Larris, rue de la Libération et rue de la Colline suite aux inondations ;

Un devis FTP Poisson Terrassement d'un montant total des opérations s'élève à 63 350 € HT a été reçu. Aucun autre devis ne nous est parvenu.

Le clos des Larris, les trottoirs et voiries se sont affaîssés, une partie sera refaite.

Concernant la rue de la Libération, les travaux débiteront devant la ferme de Madame VAN DER HAEGEN en remontant suite à la perte du bitume.

Rue de la Colline les travaux se situent après le virage, la voirie s'affaîsse entre Madame CALVEZ et Madame LEIGNEIL, des reprises de voiries seront faites

Le Département sera sollicité toujours à hauteur de 35 % soit 22 172.50 € HT

La DETR à hauteur de 45% soit 28 507.50 € HT

Le restant à charge de 20% de la Commune sera de 12 670€ HT

Accord à l'unanimité

Demande de subventions- Trottoirs rue de la Libération

Cela concerne le tronçon du stop jusqu'au virage de la ferme de Monsieur VERLOCK qui est en très mauvaise état.

Monsieur MEDINGER a redirigé la commune vers un autre prestataire, ne pouvant pas effectuer les travaux alors qu'un devis à 45 593.80 € HT est parvenu en mairie.

La société EIFFAGE a transmis un devis 53 161.12 € HT.

La reprise serait faite sur 1 mètre de trottoirs et 1 mètre sur voirie avec des trous.

Le montant total des opérations s'élève à 53 161.12 € HT.

Le département sera sollicité à hauteur de 35 % soit 18 606.39 €HT
Le DETR à hauteur de 45 % soit 23 922.50€ HT
Le restant à charge de 20% pour la commune soit 10 632.22 € HT

Accord à l'unanimité

11) Tarifs location salle des fêtes

Le tarif était de 250€ le week-end par les habitants de Balagny et 550€ le week-end pour les extérieurs.
Monsieur le Maire propose une augmentation de 50€, considérant l'amélioration de la cuisine, de nouvelles tables, un lave-vaisselle professionnel, une chambre froide, la hausse de l'électricité et le produit devant être utilisé dans le lave-vaisselle.

Madame STIZ demande si la vaisselle est comprise dans la location

Monsieur le Maire et Madame LUGEZ répondent conjointement que non, la vaisselle est à ajouter mais qu'il n'y a pas de demande pour la vaisselle.

Madame MORELLE demande s'il y a tout de même de la vaisselle

Monsieur MONVOISIN répond qu'on lui a dit qu'il n'y en avait pas

Monsieur le Maire répond que oui, il y en a mais pas en nombre suffisant pour les mettre à disposition, juste en dépannage

Monsieur MONVOISIN stipule que cela engendrerait une gestion supplémentaire afin de contrôler la quantité présente à chaque arrivée

	En euros
Locations Salles des Fêtes :	
Week-end (Balagny)	300 €
Week-end (extérieurs)	600 €

Madame MORELLE demande si la salle des fêtes est souvent louée.

Monsieur le Maire répond que quasiment tous les WE la salle est louée lorsqu'elle n'est pas prêtée aux associations.

Monsieur MONVOISIN ajoute que la salle reste très attractive, comparée aux tarifs de la région

Accord à l'unanimité

Séance levée à 20h14

Philippe MARECHAL
Maire de Balagny sur Thérain



Mairie de Balagny sur Thérain
Place Gabriel Péri
60250 BALAGNY SUR THERAIN

Sylviane ARHUR
Secrétaire de séance

tél: 03 44 26 48 43

e-mail: contact@balagnysurtherain.fr